

Confus **DE CANARD**

Le monde divisé entre pro et anti-sionistes

P5



Benjamin Netanyahu.

Netanyahou interdit Al-Jazeera en Israël

Sionistes pas très cathodiques

P8

Les radars routiers en question

Dispositif de prévention ou machine à cash?

P9



AstraZeneca passe aux aveux

LE SCANDALE QUI ÉCLABOUSSE KHALID AITTALEB

Alors que les pays européens avaient suspendu le vaccin anti-covid du laboratoire britanico-suedois pour sa mise en cause dans des morts suspectes, les autorités sanitaires nationales ont décidé de lui renouveler leur confiance. Révélations.

P6



La protestation des étudiants

Une manifestation de haut niveau moral

P13



L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Kais Saied

C'est une union des zéros

P12

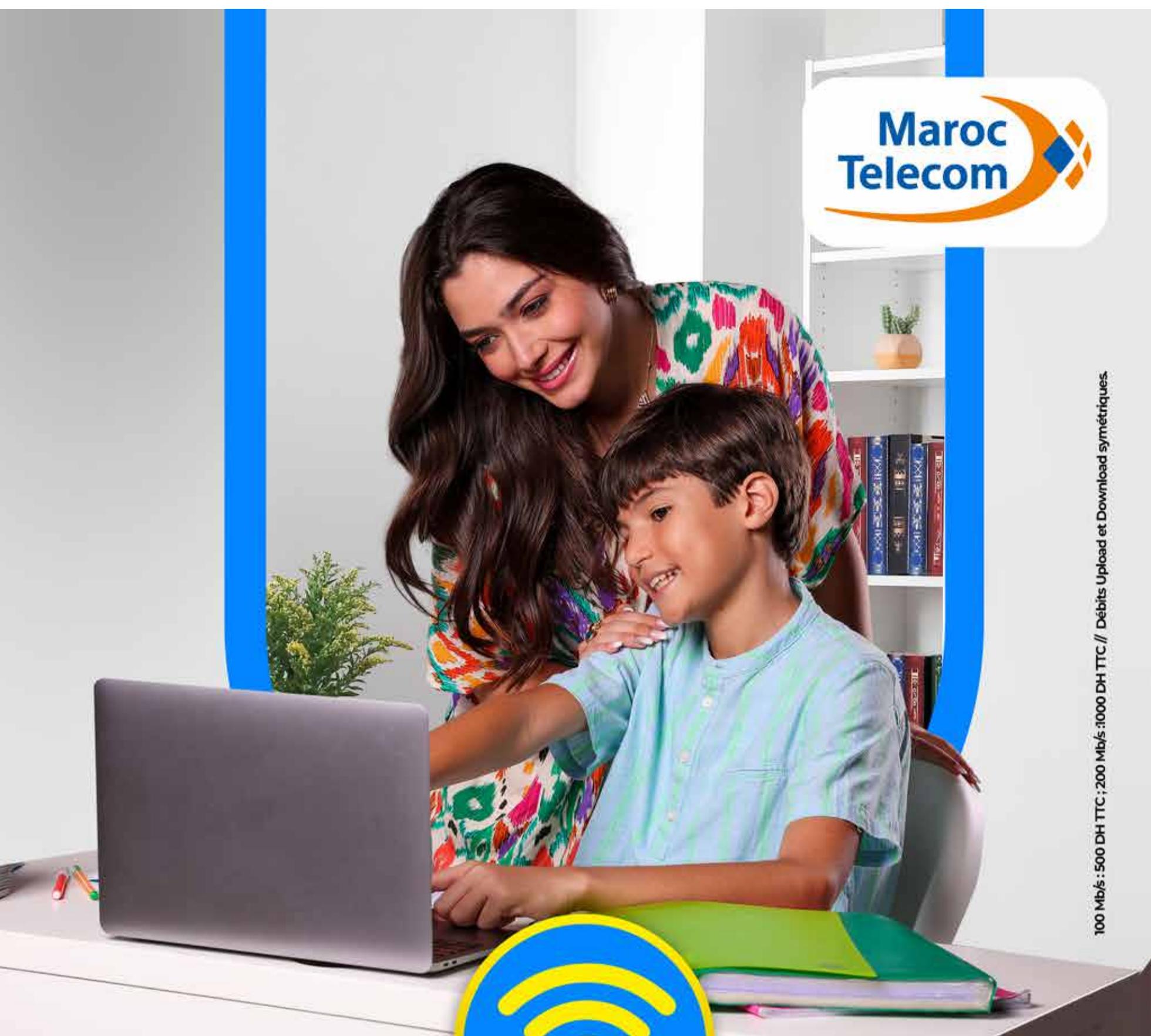


LES SYNDICATS REFUSENT DE PORTER L'ÂGE DE LA RETRAITE À 65 ANS ET RECLAMENT UNE REVALORISATION DES PENSIONS

C'EST LA SEULE AUGMENTATION QUE LE GOUVERNEMENT PROPOSE



ZAG



100 Mb/s : 500 DH TTC ; 200 Mb/s : 1000 DH TTC // Débits Upload et Download symétriques.



**WIFI
FIBRE**

Jusqu'à

2000
MB/S





Confus de CANARD



Le monde divisé entre pro et anti-sionistes

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à la chute du mur de Berlin en novembre 1989, le monde était divisé en deux camps dominants, les États-Unis et l'URSS. Les sphères d'influence planétaire étaient définies par ces deux puissances sur les intérêts desquelles s'alignaient le reste des pays du globe.

Cette notion de monde bipolaire, mettant en concurrence le capitalisme et le communisme, est tombée en désuétude, cédant la place à une géopolitique unipolaire, dominée par l'Oncle Sam, qui n'a fait qu'amplifier et exacerber les conflits et les divisions, jusqu'à larvées. Une domination que les puissances émergentes, la Chine en tête, s'activent depuis quelque temps à casser dans l'espoir de faire émerger un monde multipolaire.

Force est de constater que la guerre génocidaire menée sans relâche depuis le 7 octobre 2023 par la bande criminelle à Netanyahou contre la population de Gaza est en train de rebattre les cartes de la géopolitique mondiale en dessinant les contours d'une nouvelle configuration inattendue, structurée autour des pro et les antisionistes, les hommes de principe et les esprits crapuleux. C'est à l'aune de ce clivage mobilisateur qu'il conviendrait désormais de lire ce monde de toutes les folies, plus agité que jamais, de scruter ses nouveaux rapports de force, qui fait étalage, sous l'emprise d'un sionisme arrogant et aveugle, d'une amoralité révoltante. Pas besoin de faire un grand effort pour identifier le camp du mal. Il est facilement reconnaissable, à ses contorsions langagières et ses palabres diplomatiques.

Les deux blocs, qui se regardent en chiens de faïence, ne font pas mystère de leurs positions, ils les assument et les défendent sur fond de massacres barbares d'innocents, inédits par leur ampleur et leur sauvagerie, par un colonisateur qui n'a pas peur de déployer à la face du monde son inhumanité, encouragé dans son entreprise de nettoyage ethnique flagrante par ses complices occidentaux emmenés par l'administration américaine qui lui ont donné le permis de tuer dès le premier jour.

Le camp des justes a pour héraut et héros à la fois Jean-Luc Mélenchon, le leader de la France Insoumise (LFI) et ses partisans admirables de dénonciation à grands trémolos dans la voix des boucheries des criminels de Tel Aviv et de défense des droits des opprimés palestiniens. Montrant en creux l'étendue de la compromission du camp d'en face qui a tombé les masques en persiant dans l'ignominie, cet engagement fort et sincère, partagé par l'Espagne et l'Irlande - une exception occidentale - a fini par prospérer dans les campus américains avant d'essaimer en Europe où les nouveaux porte-étendards de la cause palestinienne sont de braves étudiants qui, défiant la répression des forces de l'ordre, ont décidé de se révolter contre l'impunité sioniste. Trop, trop c'est trop.

Ces jeunes manifestants ne roulent pour aucun camp, ils ne sont ni de droite ni de gauche. Ni des idéologues ni des extrémistes.

Pacifiques, ils militent juste pour la fin de l'occupation afin que les Palestiniens puissent vivre libres et dignes. Pour que cesse ce fait colonial barbare qui n'a que trop duré arrête de dynamiter les relations entre États et de ronger le vivre-ensemble mondial (Lire page 13). Face à ceux qui crient "free, free Palestine" et réclament un "cessez-le-feu immédiat", les sionistes et leurs adorateurs sortent systématiquement leur subterfuge habituel : les accusations d'antisémitisme. Mais en quoi le fait de défendre la liberté d'un peuple et réclamer l'arrêt de son massacre constitue-t-il un délit?

Nombre de médias français, qui se nourrissent du sang palestinien, n'ont pas hésité à dégainer leur étiquette infamante favorite : les islamo-gauchistes, qu'ils ont collée aux mouvements pro-palestiniens de grande ampleur qui agitent des universités américaines et science Po Paris. Dans les sphères du pouvoir politico-médiatique occidental, se ranger sous la bannière de la justice, du droit et de l'humanité est devenu un acte condamnable... Quelle époque ! Il y

a ceux que leur humanité pousse à manifester en se dressant contre les tueries de masse de femmes, d'enfants et de bébés palestiniens et ceux qui ferment les yeux sur ces atrocités abominables au nom du « droit d'Israël de se défendre » contre ses opprimés sans défense (!). Ceux-là, dont les représentants jouent éhontément les porte-voix du sionisme terroriste sur les plateaux télé en service commandé, s'emploient à objectiver la réaction très disproportionnée des criminels de guerre, les pires que l'histoire récente ait enfanté, en excusant ses horreurs abjectes sous prétexte qu'« Israël est une démocratie »! Non, une démon-cratie.

En effet, cette greffe, qui ne prendra jamais quoi que fasse ses auteurs

cyniques, implantée de force au cœur du Proche-Orient pour en faire un foyer d'instabilité permanente, a montré son vrai visage : le mal dans toute son abjection. En comparaison de ces massacres banalisés Daesh, dont l'Occident a fait le nouvel ennemi islamiste et auquel il attribue la majorité des attentats « terroristes », est un apprenti-tueur. Le colonisateur sioniste a percuté dans des proportions inimaginables le monde par son extrême férocité, frappé au plus profond d'eux-mêmes tous ceux qui sont épris d'amour et de justice, savent ce qu'endurent les Gazaouis, qui portent tous le deuil de milliers de chers êtres perdus comme souffrance et privations, humiliations et destructions. Malgré l'enfer sur terre que leurs bourreaux leur font subir au quotidien, les Palestiniens gardent la foi. Dignes dans la mort et les dévastations, debout face à un ennemi exterminateur, ils se vivent en martyrs d'un idéal très puissant, celui de la liberté confisquée, ils acceptent leur sort tragique en se tournant vers le créateur. Cette âme palestinienne, qui a gardé sa grandeur et sa force malgré les supplices subis, suscitant l'admiration de tous aux quatre coins du globe, finira par vaincre les bourreaux de femmes et d'enfants. ▀

Ces jeunes manifestants ne roulent pour aucun camp, ils ne sont ni de droite ni de gauche. Ni des idéologues ni des extrémistes. Pacifiques, ils militent juste pour la fin de l'occupation afin que les Palestiniens puissent vivre libres et dignes.





Côté **BASSE-COUR**



Initiative citoyenne

La Fondation Banque populaire rénove des écoles dans le nord

Dans le cadre de son programme « Une succursale Banque Populaire, une école enclavée mise à niveau », la Fondation Banque Populaire a procédé à la rénovation de quatre écoles publiques situées dans la région de Nador-Al Hoceima. Cette initiative, qui découle d'une convention de partenariat entre la fondation Banque Populaire et la direction provinciale du ministère de l'Education nationale, du Préscolaire et des Sports de Driouch a permis la mise à niveau des écoles de Maourou, d'Alouana, de Tikarmine et de Lagdira. Ces établissements offrent désormais un environnement plus propice à l'apprentissage à plus de 150 élèves et à leurs enseignants. Le chantier a concerné la réhabilitation complète des infrastructures, notamment la réfection des plafonds, l'étanchéité, la peinture, la rénovation de l'installation électrique, ainsi que la modernisation des sanitaires. De plus, l'école de Lagdira a bénéficié, en raison de son isolement géographique, de la construction d'un logement pour les enseignants. Lancé en 2015, Le projet « Une succursale Banque Populaire, une école enclavée mise à niveau » vise à améliorer les conditions d'apprentissage et de travail des élèves et des enseignants par le biais d'une collaboration entre la Fondation et le réseau des Banques Populaires Régionales. Il a permis de moderniser 17 écoles, accueillant plus de 2600 élèves, dans les régions de l'Oriental, de Béni-Mellal-Khénifra, de Tanger-Tétouan, de Marrakech-Safi, de Fès-Meknès, de Souss-Massa et de Rabat-Salé-Kénitra.



Une banque proche du système éducatif.

Chemin de fer Tétouan sera enfin connecté au réseau national !

C'est un projet que les habitants de Tétouan ont très longtemps attendu, le raccordement de leur ville au réseau ferroviaire national. De Tanger à Tétouan, il n'est pas possible de se déplacer en train dont le voyage s'arrête à la commune rurale Tnine Sid Lyamani. Les voyageurs désireux de se rendre à Tétouan doivent descendre dans cette zone en rase campagne et embarquer dans des autocars de l'ONCF pour rallier leur destination finale après un trajet terrestre de 79 kilomètres.

L'ONCF, qui considérait curieusement que l'extension du rail jusqu'à Tétouan n'était pas prioritaire, vient de décréter la fin de cette aberration ferroviaire en annonçant le lancement d'une étude de faisabilité pour relier les deux villes du nord du Royaume. Patron de l'ONCF depuis 2004, Mohamed Rabie Lakhlie a intégré la boîte en 1978 pour y effectuer son service civil. Ingénieur de formation, ce natif de Tanger, ne le quittera plus. Il a pris le train en marche et ne compte toujours pas en descendre ?

Systeme de Management anti-corruption

CIH Bank obtient la certification

CIH Bank a annoncé le 7 mai l'obtention de la Certification ISO 37001 pour son Système de Management Anti-Corruption « SMAC ». Cette certification couvre l'ensemble des activités de la Banque, attestant ainsi de son engagement en faveur de l'éthique et la transparence, deux valeurs au cœur de sa stratégie d'entreprise. Un engagement démontré par CIH et ses équipes lors de l'Audit de Certification réalisé par l'Institut marocain de normalisation (Imanor) du 15 au 19 janvier. A cette occasion, l'ensemble des risques potentiels liés à la corruption ont été identifiés, analysés et traités avec diligence. Des

mesures préventives et correctives ont été mises en place pour garantir une gestion efficace de ces risques, renforçant ainsi le positionnement de CIH BANK en tant qu'institution bancaire qui a intégré l'éthique dans ses pratiques commerciales. Dans ce sens, la banque a étoffé son dispositif interne d'Écoute et d'Alerte ouvert également sur l'extérieur via se site institutionnel de façon à permettre à toutes les parties prenantes (clients, fournisseurs, prestataires, sous-traitants, ...) de signaler en toute confidentialité (s'ils le souhaitent) tout acte non éthique susceptible de compromettre la confiance des parties prenantes.

Aides sociales

La loi qui a mis en colère les Musulmans de France

A partir de 2025, il faudra passer au moins neuf mois en France – et non plus six – sur une année civile pour bénéficier des prestations familiales (allocations familiales et prime à la naissance d'un enfant et minimum vieillesse notamment) et du minimum vieillesse, selon un décret publié au Journal officiel dimanche 21 avril.

Le gouvernement français avait annoncé en 2023 son intention d'allonger ce délai, dans le cadre d'un vaste plan de lutte contre une supposée fraude sociale. « Je souhaite qu'on relève la condition de résidence sur l'année », avait indiqué Gabriel Attal, alors ministre des Comptes publics. On passe tout à neuf mois pour bénéficier des allocations sociales." Ce laps de temps correspond par exemple au temps exigé pour bénéficier du RSA.

Or, cette décision, qui exclut certaines aides comme la Protection universelle maladie (Puma), héritière de la couverture maladie universelle, a fait plusieurs milliers de mécontents parmi la communauté étrangère de France, notamment les binationaux qui possèdent la double nationalité. C'est le cas par exemple des Marocains qui font des va et vient réguliers entre le pays d'accueil et le pays d'origine. Ceux-là ne peuvent plus passer plus de trois mois hors de France, sinon ils risquent de perdre le droit aux aides sociales dont l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA). « Cette mesure discriminatoire trahit le véritable état d'esprit des autorités françaises qui ne reconnaissent que les Français de souche et non les autres enfants de la république de confession musulmane traités comme des citoyens de seconde zone », dénonce un Marocain de France.

Fruits et légumes marocains

Nouakchott annule la hausse des taxes douanières

Les exportateurs de légumes vers la Mauritanie ont de nouveau la banane. La raison ? l'annulation de la hausse vertigineuse des droits de douane instaurée début janvier dernier par les autorités mauritaniennes sur les exportations marocaines de fruits et légumes. Comme elles l'ont promis à leurs consœurs marocaines, les autorités de ce pays ont précédé, jeudi 2 mai, à la suppression de cette mesure entrée en vigueur début janvier dernier. Il s'agit d'une surtaxe de 171% qui a surpris plus d'un au Maroc, soit 40.000 DH par camion au lieu de 17.000 DH précédemment, surtout qu'elle n'a pas fait l'objet d'une communication officielle de la part de Nouakchott. Cette décision qui a eu comme effet immédiat de réduire presque moitié les exportations vers le marché africain s'est traduite immédiatement par une baisse significative des prix des légumes vendues sur le marché national, comme la tomate, le poivron et la courgette, qui ont connu une flambée spectaculaire, avant l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane. Il y a fort à craindre que le retour à la normale des taxes douanières mette de nouveau le feu au panier de la ménagère à qui on fait voir des mûres et des vertes.



Le Maigret du CANARD



AstraZeneca passe aux aveux

LE SCANDALE QUI ÉCLABOUSSE KHALID AITTALEB

Alors que les pays européens avaient suspendu le vaccin anti-covid du laboratoire britanico-suédois pour sa mise en cause dans des morts suspectes, les autorités sanitaires nationales ont décidé de lui renouveler leur confiance. Révélations.

LAILA LAMRANI

AstraZeneca est de nouveau au centre d'une polémique en relation avec son vaccin contre le Covid qui a fait des dégâts dans de nombreux pays où il a été administré aux patients. La controverse a été déclenchée par un document à caractère juridique révélé fin avril par le quotidien britannique « The Telegraph » où le laboratoire anglo-suédois reconnaît que son vaccin contre le covid « peut, dans de très rares cas, causer une thrombocytopenie thrombotique », c'est-à-dire la formation d'un caillot de sang avec des conséquences potentiellement mortelles.

Ces aveux sont susceptibles de baliser le terrain pour réclamer par voie de justice des indemnités pour les victimes. En France, une procédure judiciaire a été déjà introduite à Paris par les parents d'Anthony Rio décédé en mars 2021 à Nantes deux jours après s'être fait administrer le vaccin problématique. Après le lancement des campagnes de vaccination anti-Covid début 2022, un lien a été aussitôt suspecté entre les vaccins à vecteur viral, mis au point par AstraZeneca et Johnson & Johnson et l'apparition de ces problèmes sanguins.

Selon une étude publiée jeudi 27 octobre 2022, les cas de sont plus fréquents après le vaccin anti-Covid d'AstraZeneca qu'après celui de Pfizer/BioNTech, même s'ils restent très rares. « Après une première dose (du vaccin AstraZeneca), on observe un risque de thrombopénie supérieur de 30 % par rapport à une première dose (du vaccin Pfizer/BioNTech) », relate cette enquête publiée dans le British Medical Journal (BMJ). Réalisée à partir des données de santé de millions de patients à travers plusieurs pays européens et aux États-Unis, elle confirme que ces thromboses sont plus fréquentes après le vaccin AstraZeneca, même si leur fréquence reste très faible : 862 cas pour plus d'un million de vaccinés.

Résultat : les vaccins AstraZeneca et Johnson&Johnson seront largement abandonnés au profit des vaccins Pfizer/BioNTech et Moderna, tous deux à ARN messager, utilisés à grande échelle dans les pays



Khalid Aït Taleb dans un hôpital en pleine pandémie.

européens.

Sept covidés anglais ayant reçu le vaccin d'AstraZeneca en avril 2021 sont décédés de caillots sanguins, sur un total de 30 cas identifiés jusqu'ici, avait indiqué samedi 3 avril l'agence britannique du médicament (MHRA). La multiplication de ces décès suspects avait poussé plusieurs pays européens comme le Danemark à suspendre l'utilisation du vaccin du groupe anglo-suédois.

Aux États-Unis, AstraZeneca n'a, lui, jamais été approuvé, contrairement à de nombreux comme le Maroc où il a été utilisé. En décembre 2020, le gouvernement marocain avait annoncé avoir passé commande pour 65 millions de doses de vaccin Sinopharm (chinois) et AstraZeneca, qui nécessitent chacun deux doses par personne, pour démarrer la vaccination de 25 millions personnes. Lancée très tôt par le Royaume, la campagne a ciblé en priorité le personnel en première ligne dans les secteurs de la santé, de la sécurité et de l'éducation, mais aussi les sujets vulnérables et âgés, avant de s'étendre au reste de la population.

Malgré la gravité et l'urgence de la situation induite par le vaccin de AstraZeneca, les autorités sanitaires marocaines avaient pris tout leur temps avant de réagir... La recommandation, émise par le Comité national scientifique, tombe enfin le 16 mars 2021 : Maintien de «la vaccination par le vaccin AstraZeneca». Une recommandation pour le moins curieuse étant donné que le vaccin AstraZeneca ne se faisait plus administrer en Europe en raison de sa mise en cause dans plusieurs cas de décès suspects. Au Maroc aussi, il y avait des morts douteuses comme en témoigne ce paragraphe tiré de l'enquête publiée sous le titre : « Le cri d'alarme

des soignants » par le Canard Libéré dans son édition du 8 mars 2021 « : « Un vent de découragement profond et d'épuisement général souffle sur l'établissement [l'hôpital de campagne de Casablanca]. Surtout depuis que la mort commence à rôder dans les services... »

Parmi les cas de décès, on recense ici des cas de thrombose qui ont aggravé l'état de certains malades qui ont reçu la deuxième dose du vaccin AstraZeneca. Y a-t-il un lien de cause à effet avec ce vaccin dont l'usage a été suspendu au nom du principe de précaution dans de nombreux pays européens en raison de cet effet secondaire? A l'hôpital de la foire, personne n'ose se prononcer sur ce problème en l'absence d'un lien avéré avec le vaccin britanico-suédois que le ministère de la Santé a décidé du reste de maintenir. Certains soignants éclatent en sanglots en apprenant en plein travail que le malade placé sous Optiflow est passé de vie à trépas.

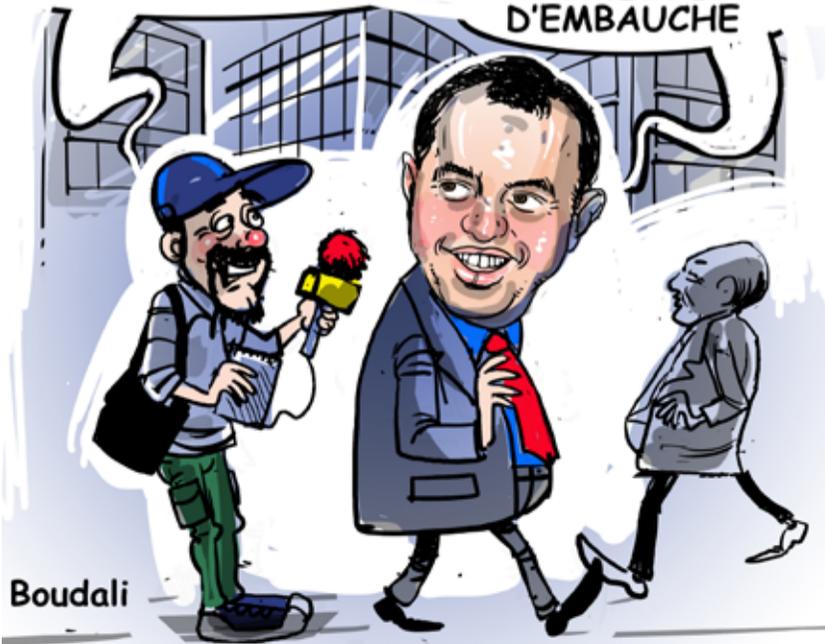
Le sentiment de culpabilité prend le dessus. «On aurait pu...», cette phrase hante les esprits en les torturant. Khalid Aït Taleb restera-t-il insensible aux drames qui se nouent à l'hôpital de campagne de la plus grande ville du pays ? ».

M. Aït Taleb, à ce que l'on sache, n'a jamais réagi en son temps à cette affaire de morts troublantes. Il était dans le déni total ! Les aveux de AstraZeneca éclairent d'un nouveau jour les drames du Covid passés sous silence par M.Aït Taleb et ses services. Une enquête s'impose pour déterminer les circonstances exactes des décès signalés par notre journal et connaître les raisons qui ont poussé les autorités sanitaires nationales à maintenir leur confiance dans le vaccin de la mort.

Aux dernières nouvelles, le tribunal administratif de Rabat vient de condamner l'Etat marocain dans une première du genre à indemniser une victime d'effets secondaires générés par le vaccin AstraZeneca. ▀

SELON LE HCP, 80.000 EMPLOIS DETRUITS EN UN AN

CE N'EST PAS NORMAL DE PERDRE AUTANT D'EMPLOIS ? **MAIS ON GAGNE EN RETOUR DE FAUSSES PROMESSES D'EMBAUCHE**



Boudali



Le Maigret du CANARD



Sommet de l'OCI

Les messages forts du Roi Mohammed VI

Le 15ème Sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui s'est déroulé les 4 et 5 mai à Banjul, la capitale de la Gambie, en présence de nombreux chefs d'Etat membres, a adopté une série de résolutions sur la Palestine et Al-Qods Acharif. La question palestinienne, la paix et la sécurité, la situation des communautés et minorités musulmanes dans les États non membres, les questions juridiques, humanitaires, sociales, culturelles, économiques, scientifiques et technologiques, médiatiques, administratives et financières étaient au menu de ce conclave. Ce sommet, où le Roi Mohammed VI a été représenté par le ministre des Habous et des Affaires islamiques, Ahmed Toufiq, a



Le Roi Mohammed VI, une fibre islamique chevillée au corps.

été marqué par le message royal aux participants lors de la cérémonie d'ouverture. « Face à l'agression brutale contre Gaza, nos cœurs meurtris saignent », a témoigné d'emblée le souverain qui a

salué la résistance du « vaillant peuple palestinien [qui] se trouve, en effet, confronté à une situation d'une extrême gravité qui constitue un affront pour toute l'humanité. » Et le souverain de lancer un

nouvel appel pour « l'arrêt immédiat, durable et global de cette offensive inédite, ainsi que l'autorisation de l'acheminement des aides humanitaires dans l'ensemble de la bande de Gaza. » Tout en évoquant les défis qui assaillent le monde islamique sur fond de diverses menaces, le Roi Mohammed VI a évoqué « avec une vive condamnation, les actes d'autodafé et de profanation du Saint Coran, commis ces dernières années par certains individus, devant le laxisme et l'inaction des autorités officielles de certains pays où se sont produits ces agissements, qui heurtent les sentiments de plus d'un milliard et demi de musulmans ».

A cet égard le souverain s'est interrogé à bon droit : « Depuis quand la liberté d'expres-

sion sert-elle à offenser autrui et à heurter ses sentiments et croyances ? »

Le mépris à l'égard des Musulmans, la méconnaissance de l'Islam et de ses valeurs sublimes ne sont-ils pas consubstantiels aux intentions malveillantes de certains et aux agendas politiques basés sur l'exclusion qui sous-tendent l'islamophobie ? Dans le communiqué final sanctionnant ses travaux, la 15ème Conférence au sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) salue l'Initiative des « États africains atlantiques », lancée par le roi Mohammed VI en tant que levier d'un partenariat africain visant à renforcer les liens de coopération et d'intégration entre les pays africains riverains de l'Atlantique.

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



FAIRE GAGNER LE SPORT



Le Maigret du CANARD



Netanyahou interdit Al-Jazeera en Israël

Sionistes pas très cathodiques

JAMIL MANAR

Les sionistes ne tuent pas seulement les journalistes qu'ils ciblent sciemment, ils ferment aussi les médias qui dénoncent leurs crimes abjects en les documentant.

Les locaux israéliens de la chaîne Al-Jazeera, qui commence à déranger les criminels de Tel Aviv, ont été fermés dimanche 5 mai sur ordre de Benjamin Netanyahou qui a fait état d'une décision prise à l'unanimité par le gouvernement. Ce dernier considère ce média dont les reporters couvrent les massacres et les pires traitements dont sont victimes les Palestiniens aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie comme un « organe de propagande » au service de Hamas. Les journalistes

d'Al-Jazeera ont porté atteinte à la sécurité d'Israël et incité à la violence contre les soldats» israéliens, selon les auteurs de cette mesure arbitraire.

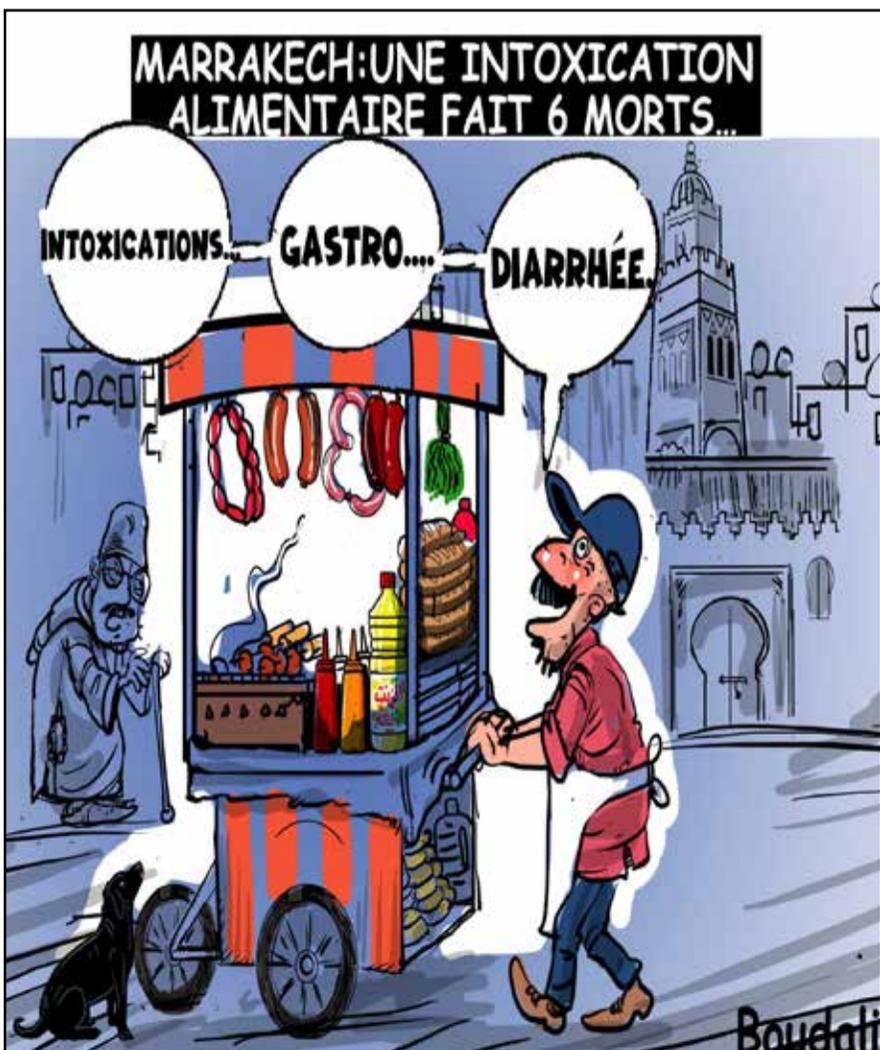
L'armée israélienne, qui a assassiné de nombreux journalistes de Al Jazeera lors de sa guerre genocidaire contre Gaza, a affirmé à plusieurs reprises que des journalistes d'Al-Jazeera étaient « des agents terroristes » affiliés au mouvement islamiste palestinien Hamas et à son allié du Jihad islamique à Gaza. Les sionistes veulent sans doute une télévision qui glorifie les atrocités de leur soldatesque criminelle ? Les dirigeants de la chaîne qatarie ont immédiatement condamné une décision qu'ils ont qualifiée de « criminelle » qui « violait le droit d'accès à l'information ». De son côté, le directeur de l'information d'Al Jazeera English a déclaré à l'AFP que la chaîne de télé-



Netanyahou, l'arbitraire dans toute son horreur.

vision qatarie allait explorer toutes les voies de recours possibles pour contester en justice la fermeture de son bureau en Israël et irait « jusqu'au

bout ». La fermeture de la chaîne qatarie est intervenue quelques semaines après le vote par le Parlement sioniste d'une loi permettant d'interdire la diffusion en Palestine occupée de médias étrangers portant atteinte à la sécurité de l'État, un texte taillé sur mesure pas très cathodique. ▶



Il tire sa révérence en plein entretien journalistique

Le dernier testament de Abdelaziz Nouidi

En militant engagé et sincère, Abdelaziz Nouidi a défendu la loi et le droit, la liberté d'expression et le pluralisme démocratique, jusqu'au dernier souffle. C'est en effet en plein interview filmé dans les locaux du site Sawt Al Maghrib que cette figure du barreau de Rabat, ex-secrétaire général de Transparency Maroc et membre de l'USFP proche de Abderrahmane Yousoufi est décédé brutalement, jeudi 2 mai, suite à un malaise cardiaque. Dans cet entretien diffusé à titre posthume par ses auteurs, le défunt a abordé, sous l'angle de la justice et du droit, une série de dossiers de l'heure, notamment la situation politique du pays, le rôle central de la monarchie dans la conduite des réformes. Mais aussi ce qu'il qualifie d'irrégularités de procédure dans le procès pour diffamation intenté par le ministre de la Justice, à l'encontre de son client, le youtubeur Reda Taoujini, condamné récemment en appel à 4 ans de prison ferme après avoir écopé de deux ans en première instance. Les dernières confidences de presse de cet homme de convictions qui avait refusé en juillet 2014 la Légion d'honneur en guise de protestation contre le soutien de la France de François Hollande aux « massacres de la population palestinienne » par le colonisateur israélien sont tellement fortes qu'elles peuvent avoir valeur de testament politique. ▶



Le défunt a consacré sa vie à la défense des victimes de l'injustice.



Le Maigret du CANARD



Les radars routiers en question

Dispositif de prévention ou machine à cash ?

S'estimant injustement verbalisé pour une infraction d'excès de vitesse, un automobiliste a fait annuler par la justice un PV de police établi lors d'un contrôle par radar fixe. Une première dans les annales routières nationales. Explications.

LAILA LAMRANI

Au Maroc, les radars routiers servent à piéger les automobilistes pour qu'ils passent à la caisse. A force de subir cette situation lors de leurs voyages, ils ont fini par s'y faire, payant sans moufter les amendes pour excès de vitesse. L'usage ainsi fait de ces dispositifs de sécurité par la police et la gendarmerie représente à l'évidence un dévoiement de leur vocation première: réduire le nombre des victimes des accidents de la circulation qui reste élevé au Maroc (près de 4000 morts chaque année,) malgré la multiplication des campagnes de sensibilisation initiées par NARSA à coups de budgets colossaux.

Un jugement de justice rendu le 4 juillet 2023 par le tribunal de première instance de Larache a décrété l'annulation d'un PV de police relatif à une infraction routière détectée par radar et que le conducteur verbalisé a décidé de contester auprès de la justice. Cette plainte constitue une première du genre et le jugement qui en a découlé une jurisprudence. Celle-ci puise sa force du code de la route notamment dans son aspect relatif aux radars routiers dont l'adoption vise «la prévention contre les accidents de la route provoqués par l'excès de vitesse» et non d'faire «un piège» tendu aux automobilistes pour «chasser» les infractions. S'estimant victime d'un traquenard visant à lui faire payer une amende pour dépassement de vitesse, le conducteur consigne dans sa plainte les faits tels qu'ils se sont déroulés. Alors qu'il s'engageait sur un double virage sur une route menant à la plage de Larache, il est surpris, raconte-t-il, par un policier qui surgit soudainement de derrière un arbre, le bras levé, lui ordonnant de s'arrêter. Cette scène se produit souvent sur les routes nationales notamment du monde rural et il n'est pas rare qu'un gendarme, à l'occasion d'un barrage de contrôle par radar, agisse de la sorte, au risque de mettre sa vie et celle des autres en danger du fait qu'il accourt brutalement en direction de la voiture lancée à grande vitesse qui peut le percuter. Cette façon de



Faire revenir les radars à leur vocation préventive...

faire, se cacher derrière un arbre ou un buisson, évoque plus l'embuscade qu'un contrôle routier dans les règles de l'art. Notre conducteur s'est fait verbaliser par le policier pour dépassement de vitesse autorisé de 20 km malgré sa contestation verbale de la légalité de la procédure entachée de certaines irrégularités qu'il a dénoncées sur le champ et que la justice a confirmées dans son jugement.

Panneaux d'information

Le constat de l'infraction a été fait, ce qui est interdit par le code de la route, dans un virage et le début d'une pente, tout d'abord. L'absence du panneau de signalisation d'un contrôle routier conformément à l'article 192 de ce même code, ensuite. Comme l'agent verbalisateur n'a pas respecté les dispositions du code de la route, la justice a décidé d'annuler le procès-verbal jugé non règle-

mentaire pour n'avoir pas été aussi accompagné de la preuve matérielle de l'infraction supposée et de faire restituer au plaignant le montant de la contravention payée.

L'article 192 du code de la route est clair, stipulant que «le contrôle des véhicules sur route et autoroute doit être pré-signalé, de jour comme de nuit». Cette disposition sur laquelle le tribunal a insisté dans son arrêté est très peu respectée dans les faits alors que le législateur a stipulé que ces panneaux d'information doivent être installés à une distance de 200 mètres pour les points fixes permanents et 100 mètres pour les points fixes non permanents.

Les radars fixes généralement annoncés par des panneaux d'information bien visibles (les radars mobiles, eux, ne sont pas signalés) ont démontré leur efficacité sous d'autres cieux puisqu'ils poussent les conducteurs à réduire leur vitesse, ce qui contribue au renforcement de la sécurité routière. Tel n'est pas le cas véritablement au Maroc où les radars tels qu'ils sont utilisés servent surtout à générer des recettes pour les caisses de l'État. Machines à flash, machines à cash? ▀

Radars pédagogiques

L'agence nationale de la sécurité routière (NARSA), dont l'action ne rejaillit pas véritablement sur l'amélioration de la sécurité sur les routes nationales qui continuent à provoquer de véritables hécatombes, serait mieux inspirée d'intégrer le radar pédagogique dans sa stratégie. Il s'agit d'un panneau lumineux qui affiche instantanément la vitesse à laquelle circule un usager de la route. Celle-ci peut être accompagnée d'un court message de rétroaction visant à encourager les automobilistes à ralentir lorsque la vitesse réglementaire est dépassée. Le radar pédagogique sert à sensibiliser les usagers de la route à l'adoption d'un comportement sécuritaire et ne peut pas servir à sanctionner une infraction au Code de la sécurité routière. En somme, le radar pédagogique constitue une bonne méthode pour sensibiliser les usagers de la route à l'importance de ralentir dans une zone qui présente des problématiques de sécurité routière liées à la vitesse pratiquée. Sous d'autres cieux comme la France et le Canada, cet outil a contribué à la réduction des accidents de la route. ▀



Can'Art et CULTURE



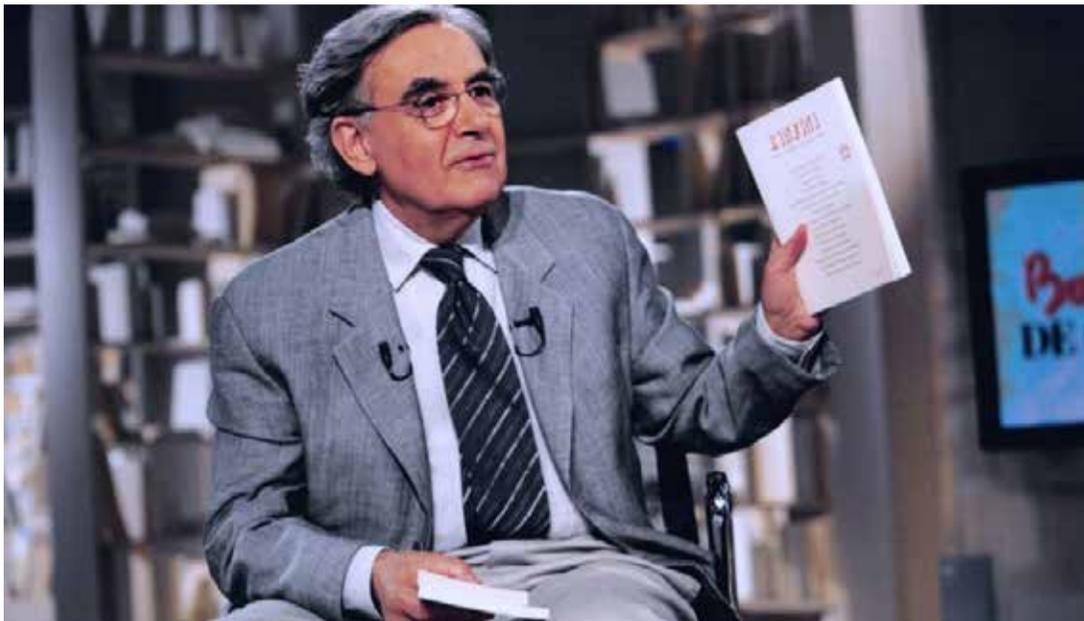
Après une carrière médiatique
et littéraire très dense

Bernard pivot tourne la dernière de sa vie

Le présentateur et écrivain Bernard Pivot, qui a fait lire des millions de Français grâce à son émission *Apostrophes*, est mort lundi 6 mai à Neuilly-sur-Seine à l'âge de 89 ans, a annoncé sa fille Cécile Pivot à l'AFP.

Bernard pivot a fêté son anniversaire dimanche 5 mai. Un livre à la main, sa paire de lunettes dans l'autre, Bernard Pivot avait également présenté l'émission *Bouillon de culture* et organisé à partir de 1985 les *Dicos d'or*, championnat d'orthographe vite devenu international.

Né à Lyon le 5 mai 1935, dans une famille de petits commerçants, Bernard Pivot a passé son enfance dans le Beaujolais et était connu pour être un amateur éclairé des vins de ce terroir. On lui doit un *Dictionnaire amoureux du vin* (Plon, 2006). En football, c'était un fidèle de l'AS Saint-Etienne et de



Le présentateur et écrivain Bernard Pivot.

l'équipe de France. Il se définissait avant tout comme journaliste, un métier dont il a connu toutes les facettes. Après des débuts comme stagiaire au *Progrès de Lyon*, il entre au *Figaro littéraire* en 1958. Chef de service au *Figaro* en 1971, il démissionne en 1974 après un désaccord avec Jean d'Ormesson (qui deviendra son invité télé le plus fréquent). Il passe par *Lire*, *Le Point*, *Le Journal du dimanche*. C'est le jour de l'an 1967 que Pivot apparaît pour la première fois à la télévision. En 1974, après l'éclatement de l'ORTF, il a l'idée d'*Apostrophes*, diffusé pour la première fois sur Antenne 2 le 10 janvier 1975. Cette émission qu'il anime en direct, après le *Concerto pour piano numéro 1 de Rachmaninov*, est indétrônable le vendredi soir. On y rit beaucoup, on rivalise d'esprit, on fume et on boit, on s'insulte, on

s'embrasse... Le public adore, les ventes suivent. Les géants des lettres se succèdent dans ce salon d'un nouveau genre où Pivot sait créer une intimité et réunir des duos improbables. Cavanna essaie de faire taire un Charles Bukowski ivre mort avec un fameux « Bukowski, je vais te foutre mon poing dans la gueule ! », auquel Pivot ajoute : « Shut up... » Soljenitsyne y défend « *L'Archipel du goulag* » et ses mémoires. Marguerite Duras lui avoue : « On boit parce que Dieu n'existe pas ». Sagan, Barthes, Nabokov, Bourdieu, Eco, Le Clézio, Modiano, Lévi-Strauss ou encore le président Mitterrand seront ses invités. En 1987, il interviewe clandestinement Lech Walesa en Pologne. Facétieux et lecteur minutieux, il soumet ses invités au « questionnaire de Pivot », inspiré de celui de Proust. ▀

LE MINISTRE DE LA SANTÉ VEUT ERADICHER LE PHÉNOMÈNE DES CHIENS ENRAGÉS AVANT 2030



Journées du Patrimoine de Casablanca

Voyage au bout d'un héritage séculaire

L'association Casamémoire annonce la tenue du 13 au 19 mai 2024 de la 13^{ème} édition des Journées du Patrimoine de Casablanca.

Cette manifestation est conçue comme une invitation à voyager dans le temps et l'espace, « révélant la splendeur architecturale et urbanistique de la métropole ». Au menu, cinq circuits guidés et une programmation culturelle d'une richesse inégalée, sous le thème évocateur de "Casablanca, patrimoine en mouvement". Cette édition revêt un caractère particulier qui offre l'opportunité de revisiter l'histoire du patrimoine casablancais et de saisir toute la complexité de sa dynamique. En plus des visites guidées, les Journées du Patrimoine de Casablanca se transforment en un véritable festival culturel avec plus de 40 conférences, ateliers, expositions, performances artistiques et bien d'autres initiatives culturelles. Toutes les activités, visites comprises, sont accessibles gratuitement et sans réservation. Il suffit aux passionnés de se rendre

sur les lieux indiqués dans le programme culturel diffusé sur les plateformes digitales, du 13 au 19 mai 2024.

Les visites sont prévues pour le weekend 17, 18 et 19 Mai 2024 à partir de 10h00, aux points de départ suivants : - l'ancienne médina, départ depuis le bastillon de la Sqala - Le centre-ville, départ devant la fontaine de la place Mohammed V - Le quartier des Habous, départ devant le siège de la Région de Casablanca-Settat (ancienne mahkama du pacha) sur le boulevard Victor Hugo - Casa Ouest, circuit en bus départ depuis place Mehdi Ben Barka, Maarif (Maarif, Riviera, C.I.L, Hay Hassani, El Hank) - Casa Est, circuit en bus départ Place des Nations Unies, à côté de la station Alsa Bus (Roches Noires, Hay Mohammadi, Aïn Chock) Cette semaine d'immersion dans le passé et le présent de Casablanca promet d'être une expérience inoubliable, permettant de découvrir les trésors cachés et les histoires fascinantes qui ont façonné la métropole au fil des siècles. ▀



Le Maigret du CANARD



Drame

Des Marocains faits otages en Birmanie

Un groupe de 14 jeunes marocains a été fait otage en Birmanie par des groupes armés qui réclament visiblement une rançon en échange de leur libération. Les circonstances de leur captivité restent cependant mystérieuses tout comme les raisons les ayant conduit dans ce pays à haut risque en proie à une guerre civile sans fin. Selon une source proche du dossier, les captifs ont été victimes d'une escroquerie à l'emploi dans le domaine informatique en Thaïlande avant de se rendre au Myanmar, ex-Birmanie, dirigée par une junte militaire. Dans ce pays d'Asie, trois groupes armés ethniques, l'Armée de libération nationale Taaung (TNLA), l'Armée d'Arakan (AA) et l'Alliance démocratique nationale du Myanmar (MNDAA), sont en guerre contre le régime en place. La diplomatie marocaine s'est mobilisée pour obtenir la libération des otages. «Le ministère des Affaires étrangères et des Marocains résidant à l'étranger suit de très près la situation», déclare une source au 360, indiquant que l'ambassade du Maroc à Bangkok «a entrepris des démarches auprès des autorités thaïlandaises et myanmaraises en vue de surveiller l'évolution des événements». ▶

Fait divers politique

Boudrika, fuite et fin

Le tribunal administratif de Casablanca a prononcé, lundi 6 mai, la destitution de Mohamed Boudrika de la présidence du conseil de l'arrondissement Mers Sultan à Casablanca. Cette décision découle d'une demande du gouverneur, suite à l'absence prolongée de Mohamed Boudrika depuis le début du mois de janvier, et qui lui a valu une mise en demeure des autorités locales. Les membres du conseil ont un délai de 15 jours pour élire un nouveau président ainsi que de nouveaux membres du bureau. Dans une vidéo diffusée récemment sur les réseaux sociaux, celui qui a quitté le pays sous couvert d'une

intervention chirurgicale à Londres, en fait une opération évasion maquillée en séjour médical à l'étranger, a annoncé avoir pris une décision radicale : renoncer à l'ensemble de ses mandats électifs et responsabilités politiques sur recommandation de « ses médecins » qui trouvent que le pauvre concentre trop de charges « stressantes ». Et les affaires des chèques sans provisions et autres joyeusetés où il est mis en cause, elles lui permettent de se détendre ? ▶



Grève des facultés de médecine et de pharmacie

Miraoui ne veut pas des coordinations



Abdellatif Miraoui saura-t-il sauver l'année ?

Lors d'une conférence de presse organisée jeudi 3 mai, la commission nationale des étudiants en médecine s'est dite ouverte au dialogue avec les deux ministères de tutelle, l'Enseignement supérieur et la Santé. Objectif : trouver une solution satisfaisante à la grève qui paralyse les facultés depuis le début de l'année et qui fait planer la menace d'une année blanche.

Or, l'ouverture d'un dialogue constructif semble buter sur un problème juridique lié au statut des coordinations qui ont la haute main sur ce dossier revendicatif alors que la mission qui leur a été assignée lors de leur création en 2007 revêt un caractère culturel et non syndical...

Le ministère de l'Enseignement exige que ces instances qu'il considère comme illégitimes aux yeux de la loi s'effacent au profit de de la légalité incarnée par les conseils d'établissements dont les membres siègent au sein des universités. Ce sont ces représentants des étudiants élus que le ministère de tutelle exige comme interlocuteurs pour ouvrir un dialogue pouvant mener à une sortie de crise par le haut. Une crise qui trouve son origine principalement dans l'exigence des étudiants de revenir à un cursus d'études de 7 ans au lieu de 6 instauré deux années plus tôt par le gouvernement. Ce que les deux ministres de tutelle, qui ont répondu favorablement à l'essentiel des revendications estudiantines, ont refusé de manière catégorique. D'où la persistance de ce bras de fer préjudiciable aussi bien aux étudiants qu'au secteur de la santé. Finalement, tout le monde est perdant dans un conflit stérile qui, il faut le dire, a été sur un plan politique et communicationnel très mal géré par les deux ministres qui ont donné l'impression de ne pas se faire de la bile. ▶

L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE REGARD

DES PRIX TENDRES À VOUS CHATOUILLER LES YEUX

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



Bec et ONGLES



Kais Saied

C'est une union des zéros



Dans la foulée d'une "réunion de trois pays frères" à Tunis excluant le Maroc convoquée par le régime algérien, le président tunisien, Kais Saied, a commenté sans langue de bois cette initiative pour le Canard.

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

C'est quoi cette histoire de projet d'un Maghreb à trois excluant le Maroc ?

Il faut poser la question à mon chef Abdelmadjid Tebboune. Il est mieux qualifié que moi pour parler de son initiative foireuse, qui n'a aucune chance d'aboutir.

Citez-moi un seul projet mené à bon port par cet ami encombrant et néanmoins amusant.

Initiative foireuse ? Mais encore ?

Tout ce qui émane de mon très cher pair ne peut que capoter. Tebboune et son régime, qui vivent hors de la planète terre et de ses réalités, adorent les projets chimériques, innovent et investissent en quelque sorte dans tout ce qui est illusoire, poussé très fortement par un sentiment maladif : la haine aveugle du Maroc. Et c'est ce qui fait à mon avis l'originalité de Tebboune et son côté attachant.

Mais vous vous ressemblez et ce qui se ressemble s'assemble...

Ce n'est pas tout à fait vrai. A l'inverse de Tebboune, je suis un champion de la réussite. J'ai réussi à plonger le pays dans une crise multiforme sans précédent, à appauvrir les Tunisiens en les privant de sucre et de pain, à embastiller toutes les voix dissonantes, médiatiques, syndicales ou islamistes, à mettre l'économie du pays à genoux et à me fâcher avec les pays africains et le FMI et

la Banque Mondiale. Force est de reconnaître que mon bilan de président est plus musclé que le sien. Tebboune ne sait que bluffer en menaçant de lancer des pierres sur ceux qui sortent des rangs.

Ce Maghreb à trois est donc une blague ?

Je vous ai dit qu'il s'agit d'une énième farce de Tebboune qui a l'habitude de ce genre de bouffonnade.

En vérité, c'est un pauvre ménage à deux qui détonne sans ménagement, un couple de naufragés de la politique de voisinage et de la politique tout court.

Car la Libye et la Mauritanie, dont les dirigeants ont plus de jugeote que Tebboune, lui ont, forts de leur indépendance de décision, signifié leur refus de se laisser embarquer dans son initiative sans consistance.

Pourquoi la Tunisie a-t-elle cédé ?

Vous voulez dire : Pourquoi je me suis laissé embarquer dans cette fumisterie ? Parce que Tebboune est très généreux avec la Tunisie et lui permet de boucler ses fins de mois difficiles.

Ma pauvre et petite Tunisie, qui a tout perdu sauf sa faculté de tendre la main, est bien partie pour devenir une Wilaya algérienne. Finalement, le projet foireux de Tebboune ce n'est pas un G2, c'est une farce et non une force, c'est un G-1 pour ne pas dire une union des zéros du Maghreb.

Méditerranée

Les Caisses de dépôts du Maroc, de France, d'Italie et de Tunisie réaffirment leur coopération

Les directeurs généraux des Caisses de Dépôts du Maroc, France, Italie et Tunisie, respectivement Khalid Safir, Eric Lombard, Dario Scannapieco Nejia Gharbi, se sont réunis, jeudi 2 mai au siège de la Cassa Depositi e Prestiti à Rome. A cette occasion, les trois dirigeants ont réaffirmé leur ambition commune d'identifier des solutions permettant de faire face collectivement aux défis que connaît le bassin méditerranéen. Dans ce sens, ils ont acté la création d'un cadre permanent de concertation (CPC) favorisant d'une part le partage de bonnes pratiques et d'expertise entre les Caisses, et d'autre part, les interactions avec l'écosystème financier méditerranéen pour promouvoir la mise en œuvre de projets concrets ayant un impact direct sur les populations. Membres du Forum des Caisses de Dépôt, les Caisses marocaine, française, italienne et tunisienne entretiennent des relations historiques et riches basées sur la confiance, le partage et le respect mutuel. Fortes de ce dialogue et conscientes des enjeux inhérents à l'espace euro-méditerranéen, les quatre institutions ont initié lors de la 7ème conférence du Forum des Caisses de Dépôt à Abidjan, en septembre 2023, une dynamique visant à renforcer davantage leur



Khalid Safir avec ses homologues de France, Italie et Tunisie.

coopération. Cette première réunion à Rome traduit ainsi l'ambition commune des quatre dirigeants des Caisses de développer des solutions collectives aux défis majeurs auxquels est confronté le bassin méditerranéen. La région est en effet confrontée à de multiples défis, en premier lieu le réchauffement climatique caractérisé par des températures qui augmentent 20 % plus vite que la moyenne mondiale. La biodiversité marine et côtière de la Méditerranée, unique au monde, n'est pas non plus à l'abri. Sans oublier les menaces liées à l'érosion côtière, la montée des eaux, la désertification, le stress hydrique... Autant de phénomènes dont souffrent déjà de nombreux pays de la région. A ces défis

environnementaux s'ajoutent des problèmes sociaux, économiques et énergétiques exacerbés ces dernières années par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine. Sur tous ces sujets, les Caisses de Dépôt, acteurs contracycliques de premier plan, engagés en faveur de l'intérêt général, ont développé une véritable expertise en déployant des solutions innovantes à l'échelle nationale. Face à cet état des lieux, les échanges entre les directeurs généraux ont porté sur trois thèmes clés qui correspondent à des priorités d'action de chacune des Caisses : l'investissement en Méditerranée, le climat et la biodiversité et l'innovation financière au service du potentiel humain.

PALESTINE : LA PAIX ASSASSINÉE



ZAG



Le Maigret du CANARD



TRIBUNE LIBRE

La protestation des étudiants

Une manifestation de haut niveau moral

Face à la répression des manifestations des étudiants américains et français en faveur de la Palestine, un aréopage d'intellectuels français a rédigé une pétition où il appelle les décideurs à écouter la voix des jeunes au lieu de s'employer à la faire taire.



Une mobilisation très forte qui doit réveiller les consciences occidentales...

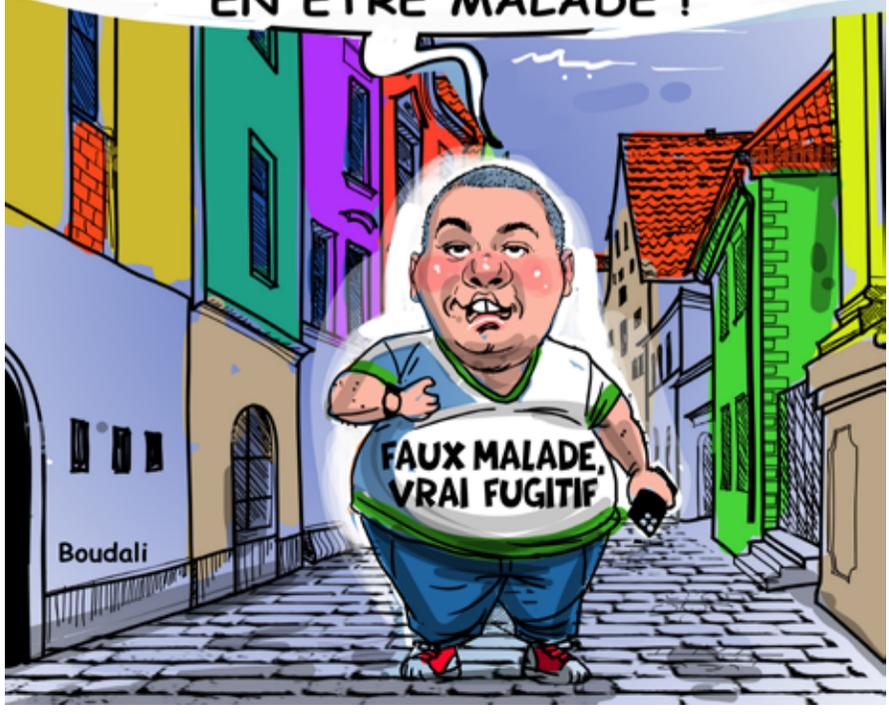
Le large mouvement de protestation, qui se déroule dans plusieurs universités en France et à l'étranger, est condamné et réprimé par les gouvernements qui, par intérêts et cécité, ne voient pas la signification morale profonde du mécontentement des jeunes étudiants. Que disent ces jeunes de 20 ans qui sont accusés d'être des antisémites? Ils disent que nous ne voulons pas vivre dans un monde où le conflit entre Palestiniens et Israéliens deviendra dans quelques années centenaire. Il est temps que ce conflit qui gangrène les relations internationales et empêche l'amitié entre les peuples cesse. Dès lors que, officiellement, les Palestiniens ont accepté l'existence de l'Etat d'Israël, il n'y a alors aucune raison pour que ce conflit continue. Les gouvernements occidentaux doivent obliger les Israéliens à faire la paix avec les Palestiniens. C'est ce qu'expriment les jeunes protestataires qui veulent que l'opinion internationale se mobilise pour mettre fin à ce conflit interminable, comme elle s'était mobilisée pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Ces jeunes étudiants ne sont ni pro-palestiniens ni anti-israéliens: ils sont pour la paix dans la région qui profitera aux uns et aux autres. Ces jeunes savent qu'Israël signera la paix si les Etats-Unis et l'Union Européenne le décident. Ils s'adressent aux gouvernements de leurs pays qui portent une responsabilité dans cette tragédie. Et que leur répondent leurs gouvernements ? Il

Lyon, tenons à exprimer notre profonde indignation face à l'évacuation de l'amphithéâtre Pacaut par la police ce vendredi 3 mai. Les images de nos étudiant (e)s aligné (e) s contre un mur et contrôlé (s) par les forces de l'ordre sont choquantes. Elles nous rappellent s'il était besoin le sens des franchises universitaires. Cette évacuation a eu lieu alors qu'aucun signe de trouble à l'ordre public ne se manifestait et après une nuit d'occupation sans incident. Nous dénonçons avec force la répression et la criminalisation des mouvements sociaux. Nous sommes solidaires de nos étudiant (e) s ainsi traité(e)s alors qu'ils et elles protestent pacifiquement contre des massacres de civil(e)s et se soulèvent pour le respect des droits humains les plus élémentaires. Quelles que soient nos divergences d'opinion et d'analyse sur la guerre en Palestine et en Israël, nous sommes uni-es pour condamner ce climat délétère où il semble aussi inaudible de condamner les massacres du Hamas et ceux perpétrés par l'armée israélienne. L'indispensable solidarité vis-à-vis des victimes gazaouies n'empêche en rien notre réprobation sans ambiguïté de toute forme d'antisémitisme. Nos établissements sont des espaces de dialogue, de débat et de diffusion de la connaissance. Autoriser la force publique à pénétrer dans l'enceinte d'une université ne saurait être envisagé qu'en dernier recours, en cas de trouble grave ou d'atteinte à la sécurité des personnes. Nous ne saurions rester silencieux et silencieuses devant la répression policière d'un mouvement étudiant d'envergure mondiale et tenons à maintenir vivante une certaine idée de l'Université comme sanctuaire dédié à la diffusion du savoir et à l'exercice de la discussion collective. Un sanctuaire non pas fermé mais ouvert sur le monde qui souffre au contact de ses soubresauts et forme des esprits critiques, libres engagés ». Lyon, le 6 mai 2024.

Signataires : Lahouari Addi, Julien Barroche, Jérôme Blanc, Gregory Bligh, Amélie Blom, Maya Collombon, Daniel Coronel Crespo, Clément Coste, Philippe Corcuff, Stéphane Corcuff, Charlotte Dolez, Laurent Douzou, Grégory Dufaud, Chloé Gaboriaux, Sandrine Garcia, Isabelle Garcin-Marron, Carl Holland, Julio Huaco Rosas, Dorna Javan, Emmanuel Jousse, Agnès Labrousse, Catherine Lacaze, Loïck Legreneur, Gwenola Le Naour, Rémy Madinier, Harold Mazoyer, Aurore Portet, Marion Pulce, Jean-Michel Rampon, Cécile Robert, Haoues Seniguer, Théo Sabadel, Samadia Sadouni, Nicolas Sigoillot, Jean Solchany, Aubin Tantot, Laurent Thiong-Kay, Christian Velud. ►

BOUDRIKA DÉMIS DE SES FONCTIONS DE PRÉSIDENT DE COMMUNE

BON DEBARRAS, JE NE VAIS PAS EN ETRE MALADE !



n'y a pas de place à l'anti-sémitisme dans les universités! C'est-à-dire que manifester pour la paix et condamner le massacre de civils palestiniens relèvent de l'anti-sémitisme. Au lieu de se mettre au niveau de la hauteur morale de la protestation des jeunes étudiants, les gouvernements usent du mensonge pour justifier la violation du droit international et pour se dérober au devoir d'assistance à un peuple en danger d'extermination. Mais ce que ces gouvernements ne voient pas, c'est que ce mouvement de protestation de jeunes, qui compte de nombreux étudiants juifs, est un espoir de paix dans la région qui n'a que trop souffert de la haine réciproque. Ces jeunes veulent la paix et pour cela ils méritent d'être écoutés et d'être respectés. Leurs aînés ont contribué à mettre fin à la guerre d'Algérie et du Vietnam; ils contribueront à mettre fin à la guerre injuste que mène Israël contre les Palestiniens. Ci-dessous une pétition des enseignants de Sciences Po Lyon

Non à la répression policière à Sciences Po Lyon

« Nous, universitaires de Sciences Po



Le MIGRATEUR



L'armée sionsite poursuit son génocide

Rafah coupée du monde

Alors que le mouvement de résistance Hamas a annoncé dans la soirée du lundi 5 mai avoir accepté un accord de cessez-le-feu avec le colonisateur israélien, le gouvernement Netanyahu a fait déployer des chars le lendemain dans Rafah et pris le contrôle du passage frontalier avec l'Égypte, dans le sud de la bande de Gaza.



L'ONU met en garde contre de nouveaux massacres sur fond de désastre humanitaire...

LAILA LAMRANI

L'incursion sioniste, dénoncée par la communauté internationale, s'inscrit dans la stratégie politique meurtrière du criminel de guerre de Tel Aviv qui a besoin de manière vitale de poursuivre sa guerre génocidaire pour rester au pouvoir. L'invasion de Rafah a eu comme effet de couper l'accès pour l'aide humanitaire à l'enclave palestinienne martyre. Les points de passage de Rafah et de Kerem Shalom, dont la fermeture par Israël coupe l'acheminement de l'aide vers Gaza, doivent être

rouverts « immédiatement », a exhorté mardi le secrétaire général de l'ONU, appelant le gouvernement israélien à « arrêter l'escalade ». « La fermeture à la fois des points de passage de Rafah et de Kerem Shalom est particulièrement néfaste pour la situation humanitaire déjà désespérée. Ils doivent être rouverts immédiatement », a déclaré Antonio Guterres qui craint un nouveau désastre humanitaire. Kerem Shalom, principal point de passage de l'aide humanitaire vers la bande de

Gaza, a été fermé dimanche par Israël après des tirs de roquette « Ne vous y trompez pas : un assaut généralisé de Rafah serait une catastrophe humaine », a-t-il d'autre part insisté, alors que l'armée israélienne a déployé des chars et appelé des dizaines de milliers de familles de l'est de la ville surpeuplée à évacuer. Mais « il n'y a aucun endroit sûr à Gaza », a-t-il répété, craignant ainsi « d'innombrables victimes civiles supplémentaires (...) Même les meilleurs amis d'Israël sont clairs : un assaut de Rafah

serait une erreur stratégique, un désastre politique et un cauchemar humanitaire », a souligné Antonio Guterres, appelant « tous ceux qui ont de l'influence sur Israël à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider à éviter une tragédie encore plus grande ».

Le président américain Joe Biden aurait interrompu la semaine dernière une livraison d'armes à Israël face aux « inquiétudes » de Washington concernant l'offensive sur Rafah dans le sud de la bande Gaza, a indiqué un haut responsable de l'administration états-unienne. Le fonctionnaire, qui s'est exprimé sous couvert d'anonymat, a déclaré : « Nous avons suspendu la livraison d'une cargaison d'armes (...) Elle se compose de 1 800 bombes de 2 000 livres (907 kg) et de 1 700 bombes de 500 livres (226 kg) ». Ces déclarations sont visiblement destinées à la consommation intérieure pour calmer la fronde de grande ampleur qui agite les universités américaines menées par des étudiants anti-sionistes. A quelques mois de la présidentielle américaine de novembre, cette affaire fait désordre, menaçant sérieusement la réélection de Joe Biden qui a fourni un soutien à la fois politique et militaire au génocide contre les Palestiniens. ▶

Investiture présidentielle

Et de cinq pour Poutine!

Le président russe Vladimir Poutine a été investi pour un nouveau mandat. Alors que les États-Unis et que d'autres pays européens avaient décidé de boycotter la cérémonie, la France était représentée curieusement par son ambassadeur. Une décision qui a suscité la perplexité en Ukraine.

LAILA LAMRANI

Sous les ors du Kremlin et les applaudissements, pour sa cinquantième cérémonie d'investiture présidentielle, Vladimir Poutine l'a promis aux Russes : « Nous sommes un

seul peuple et ensemble nous réaliserons tout ce que nous avons prévu. Ensemble nous gagnerons. » Ce mardi 7 mai, dans son discours laconique, M. Poutine les a remerciés pour sa réélection en mars dernier avec plus de 87% des voix. « C'est un grand honneur, une responsabilité et un devoir sacré » de diriger la Russie, a-t-il insisté devant quelque 2.500 invités répartis, debout, le long du tapis rouge des grandioses salons impériaux qu'il venait de traverser. A la télévision, les commentateurs n'ont cessé de le qualifier de « leader national » Après avoir prêté serment sur la constitution et prononcé son discours, Vladimir Poutine a assisté dans la grande cour du Kremlin à une parade militaire. Le visage imperturbable



Vladimir Poutine, le nouveau Tsar...

et sans émotions apparentes, Vladimir Poutine, 71 ans, a ainsi été officiellement reconduit au pouvoir pour un nouveau mandat de six ans. Sauf accident, il dépassera à la fin de son mandat en 2030 le record de longévité de Joseph Staline. Dans les salons du Kremlin se tenaient quelques ambassadeurs européens dont Pierre Lévy pour la France et ses collègues de Malte et Chypre, de

Hongrie, de Slovaquie et de Grèce. L'Union européenne et tous les autres États membres ont au contraire boycotté la cérémonie que Paris n'était pas censé honorer compte tenu des dernières sorties hostiles à la Russie du président Emmanuel Macron qui a récemment évoqué de nouveau la possibilité d'un envoi de troupes au sol en Ukraine si Moscou venait à « percer les lignes de front ». ▶

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Un robot femme nommé PDG

Les robots ont-ils pris le pouvoir ? Oui, au moins d'une entreprise. En Chine, Net Dragon Websoft, un des plus grands concepteurs de jeux vidéo du pays, a décidé de nommer une certaine Madame Tang Yu aux commandes de sa filiale basée à Fujian dans le sud du pays. Sauf que Tang Yu n'est pas humaine, mais un robot, plus exactement une intelligence artificielle, rapporte Europe 1 (20/9). C'est la première fois qu'un humanoïde virtuel est nommé à la tête d'une entreprise.

Pourquoi Net Dragon Websoft, qui pèse plusieurs milliards de dollars, a fait ce choix ? « Tang Yu va nous aider dans le domaine de la gestion et de l'administration ainsi que dans les questions opérationnelles, parce que nous utilisons déjà l'intelligence artificielle lors de nombreux stages afin de développer nos activités », argumente Simone Lung, vice-président de la société fondée en 1999. Mieux : Madame Tang Yu présente des avantages inégalables par des humains : elle n'est jamais fatiguée et ne réclame pas de salaire.

La glace qui ne fond pas

On attendait un truc qui permette de stopper la fonte des glaces du pôle Nord à l'ice cream qui reste de glace même en période de canicules ! Mais bon...

Qui n'a pas déjà eu les doigts collants après avoir dégusté une glace lors d'une journée chaude ? Un petit désagrément qui appartient désormais au passé. Un traiteur japonais a mis au point une recette pour éviter que la crème glacée ne fonde malgré des températures caniculaires. Une invention baptisée « ZuT » et repérée par Franceinfo mardi 20 septembre.

Le groupe Nakasho assure que le consommateur peut déguster sa glace en une heure, malgré une température de 35 degrés, sans voir le produit changer d'état. Au-delà de ce délai, elle se mettra à couler comme les glaces lambda.

La recette n'a pas été divulguée mais Nakasho assure avoir trouvé une solution pour retarder le phénomène de fusion : les températures élevées dissolvent les liens entre l'eau, les bulles d'air et la matière grasse du lait. Pour différer légèrement cette fonte, les industriels joueraient sur la quantité de matière grasse. Ne voulant pas trop en dire, le groupe japonais a simplement expliqué avoir ajouté des ingrédients naturels tels que des polyphénols de fraise.

L'arnaque au pourboire

En Pennsylvanie, un restaurant va poursuivre en justice un client pour ne jamais avoir payé un pourboire de 3.000 dollars. Après son passage à l'Alfredo's Pizza Cafe, Eric Smith avait laissé un généreux pourboire à la serveuse Mariana Lambert en payant son addition par carte de crédit. « Son geste m'a vraiment touché au cœur », avait-elle déclaré dans une interview accordée à un média local rapporte sudinfo.be (23/9).

Finalement, Éric a contesté le débit auprès de sa société de carte de crédit. Le hic, c'est que le restaurant avait déjà remis les 3.000 dollars de pourboire à la serveuse. Le restaurant a alors contacté le généreux donateur en espérant qu'il s'agisse d'un simple mal entendu... mais les appels sont restés sans réponse. « Nous sommes tout simplement à court d'argent à ce stade et il nous a dit de le poursuivre en justice, alors c'est ce que nous allons finir par faire ». Inchallah.

L'Alfredo's Pizza Cafe estime que Mariana mérite ce pourboire : « J'espère qu'il assumera ses actes, qu'il se présentera et qu'il paiera ».



Rigolard



*3 mères juives discutent de leur fils respectifs...

La première :

- Moi mon fils, il est tellement riche qu'il pourrait acheter Paris !

La seconde, un peu vexée :

- Moi mon fils, il a tellement d'argent qu'il pourrait s'offrir Paris et New York !

Alors la troisième termine :

- Et qu'est-ce qui vous fait croire que mon fils a envie de vendre ?

*Un mendiant sonne à la porte de David

- Vous auriez par hasard pas un petit quelque chose pour moi ?

- Oui, vous aimez la soupe de la veille ?

- Oh oui, oh oui !

- Ben repassez demain !

*Un libanais de Damas discute avec un israélien de Jérusalem.

- Nous avons fait des fouilles dans les sous-sols de Damas, là où vivaient nos ancêtres. Et tu sais ce que nous avons trouvé ?

- Non ?

- Nous avons trouvé des câbles électriques !

- Et alors ?

- Eh bien, ça prouve que nos ancêtres avaient inventé le téléphone.

- Eh bien nous, nous avons fait des fouilles dans Jérusalem. Et tu sais ce que nous avons trouvé ?

- Non ?

- On n'a rien trouvé.

- Eh alors, qu'est-ce que ça prouve ?

- Eh bien, que nos ancêtres avaient inventé le téléphone sans fil.

*Un petit garçon a avalé une souris : Au

téléphone le docteur dit :

*Un petit garçon a avalé une souris. Au téléphone, le docteur dit :

- Mettez un bout de fromage devant sa bouche, la souris sera peut-être attirée.

Le docteur arrive et voit le garçon avec une sardine dans la bouche.

- Mais je vous avais dit de mettre du fromage !

- Oui, mais maintenant c'est le chat qu'il faut faire sortir !

*Une petite fille monte une montagne avec son père :

- Papa, je peux te dire quelque chose ?

- Quand on sera en haut.

Dix minutes plus tard :

- Je peux te le dire maintenant ?

- Tout à l'heure.

Une heure plus tard, le père se tourne vers sa fille :

- Voilà, on y est, que voulais-tu me dire ?

- J'ai oublié mon sac en bas...

*Dans une école du Médoc, l'institutrice apprend aux élèves les mesures de capacité.

Elle en arrive aux mesures des liquides et dit :

- La plus petite, c'est le millilitre. Puis viennent le centilitre, le décilitre, et la mesure de base qui est...

- Le litre ! crient les enfants.

- Très bien. Qu'y a-t-il au-dessus du litre ?

Et toute la classe en chœur répond :

- Le bouchon !

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

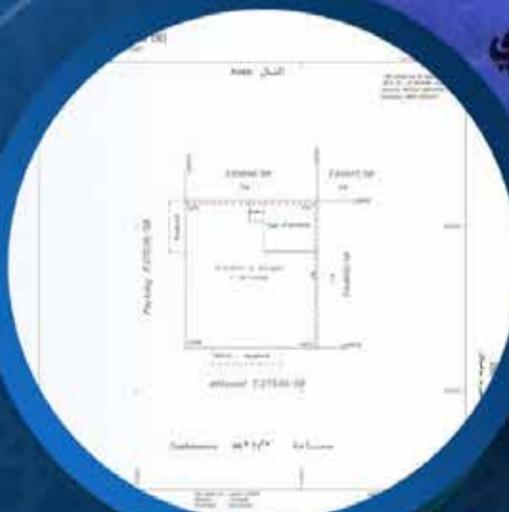
Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





Le titre foncier

sécurise votre propriété
immatriculée, il est définitif
et inattaquable



نظير الرسم العقاري

رقم
الملك المدعو

www.ancfcc.gov.ma